



Interurbain Isère

17/02/2025

Licenciements : pour que la peur change de camp !

Aux États-Unis, l'agence fédérale consacrée à l'aide internationale a été démantelée en quelques semaines, sans même que ses employés aient pu récupérer leurs affaires personnelles. Cela a concerné 2 200 agents fédéraux. La semaine dernière, ce sont 200 000 fonctionnaires stagiaires qui ont été licenciés. Les Trump et les Musk s'en prennent aux migrants et aux fonctionnaires. Et, demain, à toutes les travailleuses, à tous les travailleurs, qu'ils attaquent bout par bout.

L'hécatombe, c'est aussi de ce côté de l'Atlantique

Cela se passe aux États-Unis et Trump-Musk sont des brutes ? Certes. Mais ce que font l'État et les patrons français est-il si différent ?

Vendredi, on apprenait que le personnel de trois revues musicales prestigieuses était licencié par leur nouveau propriétaire, le PDG du groupe Albin Michel : rentables, mais pas assez ! Même chose dans l'industrie du jeu vidéo qui a licencié 14 000 personnes dans le monde en 2024, dont plusieurs centaines en France.

À Cholet et Vannes, Michelin a décidé de fermer deux usines : 1 254 travailleurs licenciés. Même chose pour les salariés du groupe Auchan qui a annoncé le licenciement de 2 389 salariés. Et l'on ne compte pas les entreprises plus petites qui ferment leurs portes, sous-traitants de donneurs d'ordre qui ne leur en donnent plus, justement. Depuis septembre 2023, il y a eu, selon la CGT, 286 plans de suppressions d'emplois concernant près de 300 000 travailleurs.

Pendant ce temps, ce qui occupe le gouvernement, c'est sa propagande raciste sur l'insécurité (montée en épingle) et contre les migrants. Sur les licenciements, silence radio. Quand le gouvernement s'intéresse à l'emploi, c'est pour durcir les conditions du chômage !

Leurs milliards de profits et la menace du chômage sur tous les travailleurs

Michelin affiche 1,9 milliard de profits. Auchan appartient à la famille Mulliez, cinquième fortune de France, et a touché ces dernières années plus de 500 millions d'euros d'aides publiques en tout genre. En 2024, les entreprises du CAC 40 ont distribué 98 milliards de dividendes à leurs actionnaires. Les grosses entreprises donneuses d'ordre, celles qui sont à

l'origine de la vague de licenciements, vont bien. Alors, pourquoi ces licenciements ? Bien sûr pour faire davantage de profits en exigeant le même travail avec moins de salariés. Mais pas seulement.

Aux États-Unis, un des chefs de l'administration Trump déclarait il y a deux ans, parlant des fonctionnaires : « Nous voulons que les bureaucrates soient traumatisés », ajoutant qu'il voulait qu'ils aillent au travail la boule au ventre. Et c'est bien le résultat que le patronat, là-bas comme ici, voudrait obtenir : précariser tous les emplois, faire que tous les travailleurs – même ceux qui se croient protégés par leur statut ou la spécificité de leur travail – se sentent menacés et acceptent tout sans rechigner.

S'organiser pour une contre-offensive de tous les travailleurs

Les directions syndicales dénoncent les licenciements. Mais elles laissent les travailleurs licenciés se battre entreprise par entreprise, et beaucoup le font avec détermination. Mais seuls, les uns après les autres, donc. Sans réelle coordination et sans autre perspective que de tenter de négocier le plus possible d'indemnités. Mais, même pour cet objectif-là, c'est tout autre chose qui serait nécessaire ! Pour lutter contre les licenciements, les rendre impossibles, il faut une mobilisation d'ensemble, car oui, toutes les travailleuses et tous les travailleurs sont menacés.

En l'absence de volonté des directions syndicales, c'est par en bas qu'il faut créer les liens et fixer des objectifs communs. Pour élargir progressivement la mobilisation d'une usine à la région, de la région au pays, en faire un événement politique. Et faire que ce soient les patrons et les possédants qui aient la boule au ventre !

5% sur le taux horaire d'embauche : un minimum

Les NAO battent leur plein à KPA. On peut parier d'ores et déjà que la proposition de la direction ne sera pas à la hauteur. Mais à la hauteur de quoi d'ailleurs ? L'inflation sans doute... Mais laquelle ? En 12 mois glissant ? Sur la seule année 2024 ? Difficile de s'y retrouver. Allez, on vous livre un calcul simple, depuis 2020, l'écart au smic de notre salaire à l'embauche est passé de 14,7% à 9,4% aujourd'hui. Dit autrement, nos augmentations n'ont pas compensé suffisamment l'inflation galopante de ces dernières années. Pour obtenir ces 5%, il faudra se mobiliser, car lorsqu'on a atteint cet objectif, c'était à l'issue de notre grève victorieuse de janvier 2023 !

Imputation des coupures

Les directions syndicales de branche se sont gargarisées du fait que les patrons promettent, en plus des 2% d'augmentation des minimums conventionnels, d'entamer des discussions sur l'indemnisation voir l'imputation des coupures. Difficile toutefois de s'en féliciter... dans le contexte de pénurie de conducteurs, rares sont les collègues dont les coupures sont imputées du fait d'un déficit horaire. Les irréductibles gaulois, qui, ici ou là, résistent à l'envahisseur TTE devront tôt ou tard, se conformer à la manière de travailler de tout un secteur. En attendant qu'une mobilisation d'une ampleur jamais vue permettent des embauches et la rémunération de toutes les coupures à 100%.

Voie fêlée

Le tramway Lyon-Crémieu par Meyzieu se concrétise. Il devrait voir le jour en 2030 et remplacera 12 000 voitures. C'est une bonne nouvelle, à condition que le réseau soit réorganisé dans sa globalité, avec des lignes de rabattement sur le tram depuis les communes du Nord-Isère. Histoire qu'il soit possible de se passer de sa voiture « jusqu'au bout ».

Mais comment ne pas avoir un petit arrière-goût amer malgré tout ? Le « chemin de fer de l'est lyonnais » a cessé de fonctionner en 2003, il a été démantelé ou abandonné à la rouille, et 22 ans plus tard, il va être reconstruit au ballast près... Incapable d'anticiper car trop préoccupée par ses profits immédiats, la société capitaliste en vient à multiplier les gâchis de ce genre.

Où t'es patron, où t'es ?

La semaine dernière, Jean Castex le patron de la RATP passait une journée en garde à vue pour une enquête pour détournement de fonds publics. N'en déplaise à certains, il ne bossait pas et on n'a pas vu la différence ! Par contre, quand les travailleurs de la RATP arrêtent de bosser, la boîte ne tourne plus.

Sans patron, on pourrait organiser le travail collectivement, en prenant en compte nos besoins et ceux des usagers. C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !

Assassinat d'une jeune fille : l'extrême-droite en embuscade

L'assassinat de Louise, retrouvée morte à proximité de son école en région parisienne a soulevé une indignation légitime dans l'opinion. L'extrême droite, en mode charognard, a tenté de récupérer le drame pour faire passer ses idées, notamment en déclarant coupable un suspect "de type nord-africain" (ce sont les mots de CNews) alors que celui-ci a finalement été relâché et mis hors de cause.

Depuis que l'on connaît l'identité du meurtrier, les racistes de plateau l'ont mis en sourdine, même si certains reprennent le vieux refrain des jeux vidéos qui rendent violents. Mais la pente est glissante, car les jeux les plus susceptibles de faire dérailler leur jeune public sont ceux qui mettent en scène des soldats-mercenaires occidentaux sans foi ni loi, en lutte contre des terroristes ou des espions soviétiques. Ce ne sont pas justement les héros de l'extrême droite ?

Solidarité avec les conducteurs berlinois !

Les conducteurs de la BVG (entreprise exploitant le réseau de transports à Berlin) ont décidé de se mettre en grève les 20 et 21 février afin de protester contre leurs conditions de travail désastreuses et pour arracher une augmentation de 750 euros. Malgré les embûches (droit de grève beaucoup plus sévère qu'ici, directions syndicales qui cadennassent toute tentative d'auto-organisation des travailleurs...), les conducteurs berlinois veulent en découdre. Et ce qu'ils racontent sonne tristement familier : manque de personnel, matériel vétuste et gestion du réseau déplorable par l'entreprise... Car face aux patrons et à l'extrême droite de tous les pays, c'est une seule et même classe ouvrière qui est exploitée et qui se défend. Alors soutien aux collègues allemands, et vive la solidarité internationaliste entre tous les travailleurs !



Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Ne pas jeter sur la voie publique - Pour nous contacter : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org
Flashe le QR code pour rejoindre la liste mail du NPA-R Grenoble